

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

CONVENTION DÉMOCRATE :
MICHELLE OBAMA OUVRE AVEC
UN RÉQUISITOIRE PASSIONNÉ

Michelle Obama a dénoncé lundi dernier le "manque total d'empathie" de Donald Trump au premier soir d'une convention démocrate virtuelle inédite assombrie par une confluence de crises historiques, affirmant qu'il n'était "pas le bon président" pour les Etats-Unis et appelant à élire Joe Biden en novembre prochain.

PRÉSIDENTIELLE AU BURKINA
: L'OPPOSITION SIGNE UN
ACCORD POLITIQUE

Vingt-deux partis et formations politiques d'opposition ont signé mardi à Ouagadougou un accord devant leur permettre d'"offrir une alternance" à la tête du Burkina Faso, lors de la présidentielle du 22 novembre. Ces mouvements se sont engagés "à soutenir celui des signataires du présent accord qui arriverait au second tour de l'élection présidentielle de 2020".

LIBAN : UN CONDAMNÉ ET
TROIS ACQUITTÉS DANS
L'ASSASSINAT DE RAFIC HARIRI

Des quatre membres présumés du Hezbollah, accusés d'avoir participé à l'assassinat en 2005 de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, trois ont été acquittés mardi par le Tribunal spécial pour le Liban (TSL). Au bout de six ans de procès, le seul à avoir été reconnu coupable était le principal suspect dans l'affaire, Salim Ayyash, 56 ans, condamné en son absence pour son rôle dans l'attentat-suicide à Beyrouth qui a fait 22 morts, dont le milliardaire sunnite Rafic Hariri.

Mali : le président Ibrahim Boubacar Keita aux arrêts

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

LA crise politique au Mali pris hier une autre tournure avec l'entrée en jeu des militaires, à travers la mutinerie d'un groupe d'entre eux en après-midi. En début de soirée, un chef des mutins annonçait l'arrestation du président de cette République, Ibrahim Boubacar Keita (IBK) et son Premier ministre, Boubou Cissé. Les militaires maliens ont pris le contrôle d'une garnison proche de Bamako, suscitant l'inquiétude de Washington et des voisins du Mali quant à un éventuel renversement du président Ibrahim Boubacar Keita.

Du côté de la Cédéao, médiatrice de la crise politique, a dit dans un communiqué suivre "avec une grande préoccupation" la situation, "avec une mutinerie déclenchée dans un contexte socio-politique déjà très complexe". Elle a appelé "les militaires à regagner sans délai leurs casernes" et "rappelle sa ferme opposition à tout changement politique anticonstitutionnel", invitant les "militaires à demeurer dans une posture républicaine". La communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest "condamne vigoureusement la tentative en cours et prendra toutes les mesures et actions nécessaires à la restauration de l'ordre constitutionnel".



Le président IBK, emprisonné hier au camp de Kati, vit-il ses dernières heures au pouvoir ?

Dans le monde, les Etats-Unis ont souligné, par la voix de leur émissaire pour le Sahel, Peter Pham, qu'ils "s'opposent" à tout changement de gouvernement en dehors du cadre légal, "que ce soit par ceux qui sont dans la rue ou par les forces de défense et de sécurité". Dans l'après-midi, la situation restait confuse dans la capitale malienne et dans sa banlieue.

Pour être plus précis, des militaires ont neutralisé dans la matinée le camp Soundiata Keita,

situé à Kati, à une quinzaine de kilomètres de Bamako. "En colère, ils ont pris les armes au camp et ont tiré en l'air. Ils étaient nombreux et très nerveux", a expliqué un médecin de l'hôpital de la ville. Dans cette atmosphère de chaos, plusieurs chancelleries occidentales ont fait état de l'arrestation de personnalités politiques, dont des ministres, mais elles n'ont pas pu être confirmées de source officielle, pas plus que celles concernant les hauts gradés. Ni la présidence, ni les services

du Premier ministre n'avaient encore communiqué en milieu d'après-midi sur la situation. Celle-ci est "toujours volatile à Bamako", a twitté l'ambassade de France, en répétant ses consignes de prudence.

En outre, après l'annonce de la prise de contrôle du camp de Kati, des manifestants se sont rassemblés sur la place de l'Indépendance de Bamako, épice de la contestation depuis juin, pour "saluer" et réclamer à nouveau le départ du président Keita.

Kati, le foyer des coups d'Etat...

J.O.
Libreville/Gabon

L'escalade de la crise politique au Mali porte une fois de plus les griffes des militaires de ce pays de l'Afrique de l'ouest. C'est le camp Soundiata Keita de Kati, non loin de Bamako, la capitale politique, qui a été le théâtre, comme en 2012, d'une mutinerie dont les conséquences menacent le faible équilibre politique d'un pays déjà en proie à des problèmes sécuritaires, à travers de nombreuses attaques terroristes.

Ainsi, c'est du camp de Kati, le 21 mars 2012, alors que les rebelles touareg avaient lancé une offensive majeure dans le nord du Mali et que les jihadistes affluaient en provenance des pays voisins, que des soldats s'étaient mutinés contre l'inaptitude du gouvernement à faire face à la situation. Ils avaient chassé le président Amadou Toumani Touré.

Ce coup d'Etat avait précipité la chute du nord du Mali aux mains de groupes islamistes armés, qui ont occupé cette région pendant neuf mois avant d'en être en partie chas-

sés par une intervention militaire internationale lancée par la France en janvier 2013 et toujours en cours.

Sous la pression internationale, la junte avait fini par céder le pouvoir à des autorités civiles intérimaires jusqu'à l'élection en 2013 d'Ibrahim Boubacar Keita. Malgré les interventions étrangères, les violences jihadistes, souvent mêlées à des conflits communautaires et à du banditisme, se poursuivent et se sont même étendues depuis 2015 au centre du Mali et aux pays voisins, Burkina Faso et Niger.



Vue des militaires à l'entrée du camp de Kati.